

LA PRESSE EN REVUE...

MERCREDI 24 MAI 2017

SOMMAIRE

- 1) Il fait comme il veut
- 2) Il est sérieux: faut pas en rire !
- 3) Les retraités vont trinquer
- 4) Code du Travail
- 5) La val(is)se des étiquettes
- 6) La revanche de Hamon
- 7) Les casseroles des amis de Macron...



Diez Gérard La Presse en Revue

I) Législatives à Marseille : Mélenchon laboure à sa guise



LE LEADER DE LA FRANCE INSOUMISE A MENÉ CAMPAGNE SUR LE TERRAIN, SAMEDI, DE LA BELLE-DE-MAI AU VIEUX-PORT. PHOTO DELPHINE TANGUY

Samedi, le leader de La France insoumise, candidat dans la 4e circonscription de la ville, a mené campagne sur le terrain, de la Belle-de-Mai au Vieux-Port

"Faudrait envoyer son hologramme, non ? Putain, il doit crever de chaud", se marre un militant. Smartphone en main, une jeune fille glapit : "Je l'ai de profiil !" Un vieux monsieur renonce : "Bah, je le verrai mieux à la télé..."

Folie cannoise ? Non, juste Marseille. Hier, samedi, 14h30, le cortège anti-Monsanto se met en marche sur la Canebière, mais c'est à l'arrière que ça se passe, que ça se presse : au bras de Philippe Foulquié, ex-directeur de la Friche de la Belle-de-Mai, Jean-Luc Mélenchon, leader de La France Insoumise et candidat aux législatives dans la 4e circonscription, aspire tous les regards. "Partout où on va, c'est comme ça", s'amuse Christian, coordinateur des "réseaux d'appui". Une gamine d'à peine 3 ans attrape son père par la main : "Papa, je peux aller voir Mélensooon ? »

Législatives (sondage) : Mélenchon favori dans la 4e circonscription de Marseille (centre-ville)

Nathalie Bernard, du collectif Stop Monsanto Paca, l'a mauvaise : "On est apolitiques, on ne voulait pas des Insoumis, ils sont quand même venus." La machine La France Insoumise laboure le terrain, quitte à s'imposer. "Je suis partout chez moi", avait rétorqué Jean-Luc Mélenchon à ceux qui lui reprochaient son parachutage. Dans la rue, le reproche revient sans cesse, et sans cesse aussi, son staff le renvoie, façon boomerang : "C'est une élection nationale : Marseille, c'est un programme ?"

C'est que cet invité surprise, aux manières parfois cavalières, bouscule le jeu et les équilibres du petit théâtre politique local. "Marseille, c'est à Solange ! Réveillez-vous !" haranguait ainsi Nacera, le matin, sur la place Caffo (3e). Mais venue tracter pour Solange Biaggi, la militante lâche l'affaire : comme avant elle Nassera Benmarnia, la suppléante du député PS sortant Patrick Mennucci, elle se résigne au repli vers le marché voisin.

Baromètre de popularité : forte baisse de Mélenchon

Dans cet ex-fief ouvrier, où, la veille, à la cité des Rosiers (14e), qui ont fortement voté pour lui à la présidentielle, Mélenchon, escorté de sa suppléante Sophie Camard, figure encore un "renouveau. Il nous a fait tellement rêver", souffle Lydia Fretzel... candidate EELV dans la 7e circo. Un espresso à La Bonne étoile, une photo avec l'équipe de Ghani, le patron ("C'est l'OM de Jean-Luc !"), une discussion avec les parents et profs des écoles saturées du 3e... Mélenchon écoute et emmagasine, en accéléré, des doléances très locales : "Il y a ici des gens qui s'auto-organisent, ça me plaît beaucoup." Charlie, ancien docker, "de droite mais à la CGT", en a oublié de distribuer ses tracts Biaggi : "Mélenchon, quand il parle, je me régale ! Mais j'y crois pas, voilà..."

Il y a comme un drôle de regret dans sa voix. "Il va sans doute gagner, j'espère juste qu'il n'oubliera pas Marseille."

Delphine Tanguy

laprovence.com

II) « Je suis un militant de gauche, progressiste, socialiste »

Sébastien Morelli



Evry, ce lundi après-midi. Manuel Valls veut gagner pour contribuer à la réussite du quinquennat.

Manuel Valls, député sortant et candidat sur la 1re circonscription (Evry - Corbeil-Essonnes), s'exprime en exclusivité sur sa campagne pour les législatives.

Dans les rues d'Evry, les jeunes lèvent le pouce à son passage et l'interpellent pour prendre des photos. Stan Smith noires aux pieds, jean et veste, Manuel Valls, pourchassé par quelques caméras, leur sourit. Cette quatrième campagne législative s'avère plus délicate que les deux précédentes où il avait été réélu avec plus de 60 % des suffrages.

Comment avez-vous traversé cette difficile séquence allant de la défaite à la primaire au rejet de votre investiture par En Marche ! et celle du parti socialiste ?

Je prends les choses comme elles sont. Ils (NDLR : La République en Marche et le PS) ne présentent pas de candidats, cette solution me satisfait. Ici, les électeurs savent qui je suis.

Que répondez-vous à ceux qui vous accusent d'avoir trahi votre parti ?

Que je suis cohérent. J'ai privilégié ce que je considérais être l'intérêt de la France, y compris au détriment de ma propre formation politique. Il fallait éviter un 2e tour entre François Fillon et Marine Le Pen. Emmanuel Macron était le seul candidat progressiste en situation d'être au 2e tour et il fallait qu'il soit le plus haut possible. J'ai fait ce choix d'appeler à voter pour lui de manière totalement désintéressée. Sur un certain nombre de sujets, nous disons la même chose. Je veux la réussite de ce quinquennat. Et ceux qui me reprochent une trahison sont aussi ceux qui se sont affranchis de toutes les règles de solidarité gouvernementale pendant le quinquennat de François Hollande.

Où en êtes-vous avec le PS ?

J'ai été désigné sur cette circonscription par tous les adhérents socialistes. Ils me soutiennent. Je suis un républicain, un militant de gauche, progressiste, socialiste et un homme libre. J'ai toujours milité au PS. J'ai appelé à ce qu'il change, se transforme. Je siégerai à l'Assemblée nationale sur les bancs de la gauche. Aujourd'hui, le PS est en grande difficulté car il ne choisit pas. Au premier tour, il fallait choisir l'efficacité, au 2e, les valeurs de la République et maintenant, la réussite du quinquennat. C'est ce que j'ai fait. Les gens veulent sortir du sectarisme, je veux m'inscrire dans ce dépassement. C'est un moment passionnant.

Sur le terrain, comment se passe votre campagne ?

Il y a des gens qui sont heureux de me voir, d'autres qui me disent que des choses ne leur ont pas plu, que nous n'avons pas réussi sur le chômage par exemple, et c'est vrai. On me parle du débat sur la loi travail et du nécessaire dialogue social que je soutiens, des impôts toujours trop lourds et c'est pour cela que je suis favorable à l'idée de la suppression de la taxe d'habitation.

Vous vous retrouvez face à 21 candidats, dont certains, très médiatiques comme Francis Lalanne ou Dieudonné, font campagne uniquement contre vous...

Je ne perdrai pas mon temps à commenter ceux qui sont candidats pour faire parler d'eux. Ces candidatures sont un manque de respect vis-à-vis des électeurs la circonscription. Je ne fais pas campagne contre les autres mais pour ce territoire, pour défendre et protéger les habitants. Je suis toujours avec eux.

Après cinq années au gouvernement, n'est-ce pas trop dur de redescendre dans l'arène d'une élection législative ?

C'est un vrai plaisir de faire campagne. Vous ne trouverez chez moi aucune arrogance. Une élection, c'est une belle épreuve. Je suis celui qui peut le mieux promouvoir ce territoire. J'ai eu l'immense chance d'assumer la responsabilité de gouverner la France. Mais je n'ai jamais oublié Evry, Courcouronnes, Corbeil, Lisses, Bondoufle, Villabé. J'ai toujours été présent, je me suis engagé sur de nombreux dossiers. J'ai déjà pris contact avec la ministre des Transports (NDLR : Elisabeth Borne), que je connais bien, pour le RER D et avec le ministre de l'Éducation (NDLR : Jean-Michel Blanquer). Ce territoire est une école de la vie. J'y ai appris du dialogue entre les religions, des aspirations de la population, j'y ai forgé mes convictions sur la sécurité, la laïcité. Mes enfants et ma femme vivent ici. J'y suis profondément ancré.

Cette élection s'annonce plus difficile qu'en 2007 et 2012 où vous aviez été réélu facilement.

La première fois, en 2002 face à Serge Dassault, personne ne me donnait gagnant. Devant les électeurs, on ne se comporte pas comme un favori. Cette élection n'est pas pour ou contre moi. Le choix est entre celui qui veut porter

la réussite du quinquennat, et ceux qui veulent son échec et une cohabitation. Le choix est donc clair. Je suis le seul à incarner la majorité présidentielle. Il fera face à... 21 adversaires !

Pas moins de 22 candidats se sont déclarés sur la 1re circonscription, celle du député sortant Manuel Valls (DVG). Du jamais-vu en Essonne. En 2012, ils étaient 14.

Outre les candidats des partis classiques, Caroline Varin (LR-UDI), Farida Amrani (FI), Danielle Oger (FN), Michel Nouaille (PCF-EELV), David Soullard (DLF) et Jean Camonin (FO), on trouve cette année de nombreux déçus d'En Marche ! qui n'a souhaité investir personne face à l'ex-Premier ministre.

Au rang de ces candidats malheureux à l'investiture, citons Alban Bakary, conseiller municipal MoDem à Evry, Jean-Luc Raymond, qui fit un court passage au conseil municipal de Corbeil-Essonnes ou encore Saliou Diallo, ancien adjoint de Manuel Valls à la mairie d'Evry.

En lice également, les médiatiques Francis Lalanne, pour le mouvement écocitoyen 100 %, et Dieudonné.

A noter également Jacqueline Sabattier du Parti chrétien-démocrate, Eric Berlingen de l'Union des démocrates musulmans français et Fadhel Mahbouli qui s'était déjà présenté en 2012 sous l'étiquette Alliance écologiste indépendante.

leparisien.fr

Le Parisien

LAPRESSEENREVUE.EU

IV) Code du travail : selon Martinez, le calendrier du gouvernement "a l'air d'avoir bougé"

Le secrétaire général de la CGT appelle les salariés à se faire entendre pour le respect de leurs droits dans les négociations à venir sur la réforme du Code du travail.

Source AFP-Le Point.fr



Emmanuel Macron raccompagne Philippe Martinez après leur entretien sur la réforme du Code du travail à l'Élysée. © AFP/ STEPHANE DE SAKUTIN

Philippe Martinez a été reçu ce mardi 23 mai dans la matinée à l'Élysée par Emmanuel Macron pour évoquer la réforme du Code du travail. Le numéro un de la CGT est ressorti de son entretien avec une impression positive, notamment sur le calendrier du gouvernement. « Le calendrier a l'air d'avoir bougé. Je n'ai pas de date mais, en tout cas, j'ai cru comprendre que l'agenda rapide qui était prévu n'est pas aussi rapide que j'avais cru comprendre. L'échéance de fin août ou du 1er septembre a l'air plus floue », a-t-il déclaré, après avoir été raccompagné sur le perron de l'Élysée par le chef de l'État.

« Le timing me semble être plus long que prévu [...] Cela demande confirmation, c'est le sentiment que j'ai eu », a-t-il poursuivi. « Certains sujets méritent plus de débat qu'une demi-heure sur un coin de bureau. J'ai cru comprendre qu'il était d'accord avec moi en matière de délais de négociation, mais c'est lui le président, pas moi », a insisté Philippe Martinez. « C'est plutôt une bonne chose puisque ça va permettre de continuer le débat que nous avons eu l'année dernière » sur la loi El Khomri, a-t-il ajouté. La réunion avec le président « était une prise de contact, pas le début de la négociation », a indiqué le numéro un de la CGT, appelant pour la suite à une négociation « loyale », où on ne doit « pas découvrir des textes dans la presse ».

Le secrétaire général de la CGT a également réagi aux propos du porte-parole du gouvernement, Christophe Castaner, qui a prévenu les syndicats qu'ils n'avaient « pas le droit de bloquer la France » même s'ils ne sont « pas d'accord avec telle ou telle mesure ». « Un ministre, il dit ce qu'il veut. Les salariés, ils font ce qu'ils veulent », a-t-il répondu sèchement. « Il y a une volonté du gouvernement de changer un certain nombre de règles en matière de droit du travail dans ce pays, donc il va falloir que les salariés se fassent entendre, c'est évident, pour faire respecter leurs droits, pour avoir satisfaction sur un certain nombre de revendications », a-t-il développé.

Le Point

III Aurore Bergé – Hausse de la CSG pour les retraités: «L'effort doit être partagé»

lopinion.fr

<http://dai.ly/x5nb5r8>

Aurore Bergé a répondu aux questions de Nicolas Beytout

Fraîchement nommé ministre de l'Économie, Bruno Le Maire a contacté Carlos Tavares et Carlos Ghosn, respectivement patron de PSA Groupe et patron de Renault pour leur demander d'accroître leurs commandes auprès de l'équipementier automobile GM&S, placé en redressement judiciaire. « On attend d'un ministre de l'Économie qu'il soit en démonstration de volontarisme politique », déclare Aurore Bergé à ce sujet. « L'État est un partenaire, son rôle est d'aider à la création d'emploi », ajoute la candidate La République en marche aux élections législatives dans les Yvelines.

Vendredi 19 mai, Bruno Le Maire s'était rendu dans le Pas-de-Calais visiter le groupe verrier Arc international également en grande difficulté financière. « Ce sont deux actes qui permettent la protection de l'emploi », souligne la jeune femme, ancien soutien d'Alain Juppé. « On le jugera sur les actes et les réformes qu'il va faire », ajoute-t-elle.

Alors que l'ancien candidat à la primaire de la droite et du centre est critiqué de toutes parts pour son ralliement à Emmanuel Macron, Aurore Bergé justifie ce soutien. « Emmanuel Macron est libéral. Bruno Le Maire est dans cette famille de pensée », déclare la membre du comité politique d'En marche.

Questionnée sur la hausse de la CSG pour les retraités, Aurore Bergé tempore. « L'objectif est que le travail soit plus rémunérateur. On ne peut pas mieux rémunérer le travail et ne pas faire d'effort », déclare l'élue des Yvelines. « L'effort doit être partagé », indique-t-elle ajoutant qu'il « faut faire de la pédagogie » sur cette mesure.

1) Les étranges déclarations de Gérard Collomb sur les victimes de pédophiles

par Antoine Champagne - kitetoa



Photo cc Arthur Empereur

Le ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb a une façon très particulière de dédouaner le cardinal Philippe Barbarin. Ce dernier était accusé de ne pas avoir signalé à la justice des actes pédophiles de la part de prêtres. In fine le cardinal n'a pas été poursuivi, les faits étant prescrits. Le parquet avait tout de même indiqué : « les autorités diocésaines avaient eu connaissance de soupçons visant le père Preynat entre 2005 et 2010, mais que cette période était couverte par la prescription, qui est de trois ans en matière de non-dénonciation ».

Quant au cardinal, archevêque de Lyon et primat des Gaules, il avait pour sa part estimé que « La majorité des faits, grâce à Dieu, sont prescrits, mais certains peut-être pas ». Pas sûr que Dieu se réjouisse de ce genre de choses. Gérard Collomb, à l'époque maire de Lyon et désormais ministre de l'intérieur, avait pris la défense du cardinal, comme plusieurs personnalités, estimant qu'il lui était fait un faux procès. On peut penser ce que l'on veut de cette prise de position, mais vu le nombre de cas de pédophilie dans l'église catholique, une forme de prudence, par simple respect des victimes aurait peut-être été plus appropriée. Mais le plus troublant est à venir.

Le Figaro, avec l'AFP, expose en mai 2016 la position de Gérard Collomb. C'est la chute du papier qui retient l'attention :

« *L'Église à la fois doit demander pardon et promettre que cela ne se fera plus jamais* ». Mais « *quand on voit par exemple que pour quelques cas de jeunes gens, ce sont les parents qui à l'époque leur ont interdit de porter ces faits sur la place publique, cela montre que c'est un peu plus compliqué* », a également déclaré Gérard Collomb.

Hors contexte de l'interview, la dernière phrase est particulièrement sournoise. Elle sous-entend que si des parents n'ont pas voulu mettre ces faits sur la place publique, c'est que, peut-être, ils n'ont pas eu lieu, ou, que cela excuserait la non-dénonciation de ces faits à la justice par l'église.

La faute de l'un n'excuse pourtant pas celle de l'autre. En outre, Gérard Collomb ne tient absolument pas compte de la situation dans laquelle des parents dont l'enfant a été victime d'actes de pédophilie sont plongés. Ni du cataclysme provoqué sur l'enfant.

L'enfant lui-même peut refuser que son drame soit rendu public. Entre le sentiment de honte qu'un tel traumatisme peut susciter, les conséquences à l'école, le droit à l'oubli rendu impossible par l'existence d'Internet, il y a mille raisons pour ne pas vouloir porter plainte. Bien entendu, il est préférable de le faire, ne serait-ce que pour protéger les futures victimes potentielles, mais comment peut-on juger des parents qui ne le feraient pas, à la demande de leur enfant, ou pas ?

La culture du viol est encore bien ancrée lorsqu'un homme politique sous-entend qu'un acte de pédophilie, « c'est un peu plus compliqué que cela ».

2) Ex du Medef et de l'Identité nationale : nominations à droite toute chez les ministres de Macron

Par Xavier Frison

Au sein des cabinets des ministres fraîchement nommés, certaines nominations confirment le tropisme de droite du gouvernement d'Emmanuel Macron...

Au fil des jours, les contours de la politique que compte mener le gouvernement Macron gagnent en précision. À l'occasion de la récente nomination des 22 ministres et secrétaires d'État bien sûr, mais ensuite également des membres de leurs cabinets. Moins médiatisés, leurs profils disent pourtant souvent plus sur la réalité du travail gouvernemental que les têtes d'affiches choisies pour entourer le président au conseil des ministres.

Ainsi, pour soutenir Muriel Pénicaud au ministère du Travail, c'est... l'ancien directeur général adjoint du Medef, Antoine Foucher, qui a été nommé comme directeur de cabinet. Un choix pas si surprenant au regard du parcours de la ministre. Souvent présentée, de manière réductrice, comme ancienne conseillère sur la formation de la ministre Martine Aubry, Muriel Pénicaud a aussi été la DRH du groupe Danone de 2008 à 2013. Là-bas, elle a "mis en œuvre un plan de 900 suppressions emplois, dont 200 en France, et remis en question de nombreux droits pour les salariés de ce groupe", dénonce le patron de la CGT Philippe Martinez dans le JDD de ce dimanche 21 mai.

Antoine Foucher, ancien monsieur social du Medef classé dans le camp des "réformistes" de l'organisation patronale, occupait depuis sa démission du syndicat des patrons en 2016 les fonctions de directeur des relations sociales chez Schneider Electric. Au ministère du Travail, il devra mener la très délicate réforme du code du travail, voulue par Emmanuel Macron à coups d'ordonnances.

Un ex de l'Identité nationale de Sarkozy

À l'Intérieur, une autre nomination interpelle. Stéphane Fratacci, propulsé directeur de cabinet du socialiste Gérard Collomb à Beauvau, était lui... le secrétaire général du ministère de l'Immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire créée par Nicolas Sarkozy en 2007. Nommé préfet de Franche-Comté par la suite, Stéphane Fratacci a eu à gérer la calamiteuse polémique autour de l'expulsion de Leonarda Dibrani, cette jeune collégienne rom renvoyée au Kosovo en 2013 dans la plus grande confusion.

Ces deux nominations à des postes aussi techniques que stratégiques confirment la large place donnée à de fidèles compagnons de route de la droite - libérale - dans le gouvernement d'Emmanuel Macron. Une potentielle déception pour la frange de gauche du mouvement En Marche, et une épine dans le pied supplémentaire pour Les Républicains, tout occupés à sauver les meubles.



3) Grève de la CGT dans le transport de carburants à partir de vendredi

La grève, en plein week-end de l'Ascension, touchera notamment les dépôts pétroliers et donc, in fine, les stations-service, qui ont une autonomie de trois jours, selon la CGT.

Le Monde.fr avec AFP

Les salariés du transport routier de matières dangereuses (carburant, gaz, produits chimiques...) sont appelés à cesser le travail vendredi 25 mai, a-t-

on appris mardi auprès de la Confédération générale du travail (CGT) qui lance un mouvement « reconductible » pour une meilleure reconnaissance de la profession.

La grève, en plein week-end de l'Ascension, touchera notamment les dépôts pétroliers et donc, in fine, les stations-service, qui ont une autonomie de trois jours, selon la CGT. Le syndicat s'attend à un mouvement particulièrement suivi en Ile-de-France et dans l'Ouest.

Meilleure prise en compte des spécificités

La CGT exige une meilleure prise en compte, au sein de la convention collective du transport routier, des « spécificités » propres aux matières dangereuses. Parmi ses revendications : une durée journalière de travail maximale de dix heures, un suivi médical semestriel spécifique, un taux horaire minimal de quatorze euros de l'heure et un treizième mois.

« Certains conducteurs font cinquante-six heures par semaine », ce qui pose la question de « la sécurité des biens et des personnes », développe Fabrice Michaud, secrétaire fédéral à la CGT-Transports. Un conducteur « transportant 38 000 litres de carburant ou 24 tonnes d'acide est payé 9,73 euros de l'heure », alors qu'il doit obligatoirement « être titulaire de certificats spécifiques obtenus après des examens » devant être renouvelés « tous les cinq ans », rappelait récemment la CGT dans un tract.

lemonde.fr

Compagnons

Nommé au quai d'Orsay et à l'Europe, le socialiste et fidèle de François Hollande Jean-Yves Le Drian a été un des rares ministres à soutenir ouvertement la marche de Macron. Il devra mettre à profit sa connaissance intime des stratégies de sécurité et de défense pour « aborder la diplomatie par l'angle des rapports de forces » selon un proche du chef de l'Etat et aider le Président à faire avancer le projet d'« Europe de la Défense ».

Enfin, Macron n'oublie pas les siens. Plusieurs compagnons de route de la première heure sont récompensés. Ainsi du sénateur et maire PS de Lyon, Gérard Collomb, un des derniers dinosaures d'Epinais sans aventure ministérielle, qui séchera place Beauvau les larmes versées lors de l'investiture de Macron. En plaçant ce fidèle à l'Intérieur (avec rang de ministre d'Etat), le Président marque sa volonté de garder un œil sur les dossiers sensibles, terrorisme et radicalisation. Distingué aussi, le député ex-PS Richard Ferrand, tout premier parlementaire à avoir rejoint En marche. Ministre de la Cohésion des territoires, qui regroupe le Logement, la Ville et l'Aménagement des territoires, il devra s'attaquer à l'un des grands thèmes de campagne de Macron, le refus de « l'assignation à résidence » en favorisant notamment la couverture numérique et les infrastructures. La jeune garde d'En marche n'est pas non plus oubliée, avec la promotion éclair comme secrétaire d'Etat de Marlène Schiappa ou de Mounir Mahjoubi, conseiller numérique pendant la campagne.

Ce gouvernement a d'abord un rôle de vitrine, à quatre semaines des législatives. Le but : aller chercher des électeurs de droite. D'où la nomination de deux libéraux, Bruno Le Maire et Gérard Darmanin, au ministère de l'Economie et des Finances, et de Muriel Pénicaud, techno réputée proche du Medef, au ministère du Travail.

Entorses

Pour éviter tout malentendu, l'Elysée a prévenu mercredi : le Premier ministre, Edouard Philippe, ainsi que les ministres Jean-Yves Le Drian et François Bayrou devront démissionner « sous un mois » des exécutifs locaux qu'ils dirigent. En outre, les ministres candidats aux législatives des 11 et 18 juin devront démissionner de leur poste en cas de défaite.

L'amateurisme est aussi proscrit. Les dix représentants de la société civile nommés au gouvernement sont tous des spécialistes dans leur domaine : l'Education revient ainsi à un ancien recteur, Jean-Michel Blanquer ; le Travail à une ancienne DRH, Muriel Pénicaud ; les Transports à l'ancienne patronne de la RATP, Elisabeth Borne ; les Sports à une médaillée olympique en escrime, Laura Flessel, etc... Promoteur d'une vision entrepreneuriale de la conduite du pays, le Président entend mettre en place une culture du résultat au sommet de l'Etat. Les ministres ont d'ailleurs été prévenus : en cas d'échec, ils seront démis de leurs fonctions.

Conforme aux objectifs de recomposition politique, ce casting souffre au moins deux entorses aux engagements électoraux du Président. D'abord Macron avait déclaré « souhaiter ne pas nommer d'anciens ministres », son gouvernement en compte quatre. De plus, il y a moins de trois semaines, il prétendait vouloir ériger l'« égalité hommes-femmes » en « cause nationale du quinquennat » : ce sera un simple secrétariat d'Etat.

V) La droite aux affaires, la gauche en vitrine

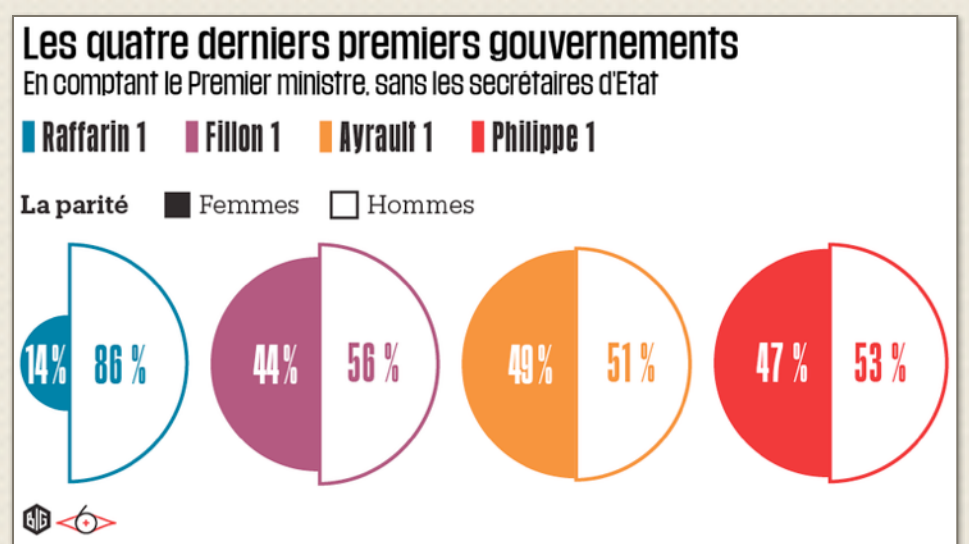
Par Nathalie Raulin



Alexis Kohler, secrétaire général de l'Elysée, lors de l'annonce du gouvernement. Photo Albert Facelly pour Libération

Le premier gouvernement de l'ère Macron tente de respecter équilibres et promesses de campagne. Mais penche clairement d'un côté...

C'est un gouvernement pesé au trébuchet des engagements et des ambitions macroniennes que le secrétaire général de l'Elysée, Alexis Kohler, a dévoilé mercredi. Sur la forme, tout y est, la parité comme l'ouverture à la société civile. Stratégiquement, le tandem Macron-Philippe réussit aussi quelques jolis coups dans le casting de ses 22 ministres et secrétaires d'Etat. Côté gauche, une grosse prise, l'écolo emblématique Nicolas Hulot, qui hérite d'un titre de ministre d'Etat. Côté droite, un beau débauchage transgénérationnel avec la double nomination à Bercy, ministère ultrastratégique, d'un cacique et d'un jeune espoir de LR, Bruno Le Maire et Gérard Darmanin. De quoi fracturer encore plus le camp conservateur et brouiller à l'extrême la campagne législative. Sans oublier une large place réservée au centre, notamment à travers la nomination de l'eurodéputée Sylvie Goulard à la tête « des Armées », intitulé martial ressorti des années 70, et les beaux maroquins réservés au duo Modem Bayrou-De Sarnez. Le président du Modem avait posé comme préalable à son alliance avec Macron une loi sur la moralisation de la vie publique. Il obtient comme garde des Sceaux de pouvoir passer aux travaux pratiques dans les plus brefs délais.



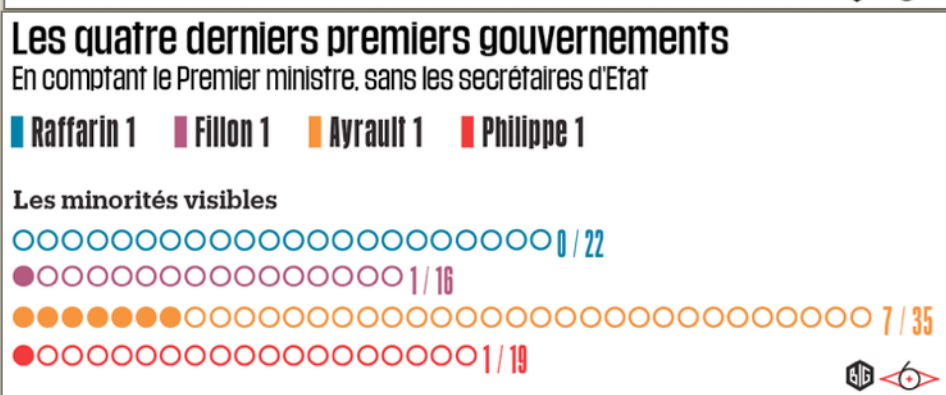
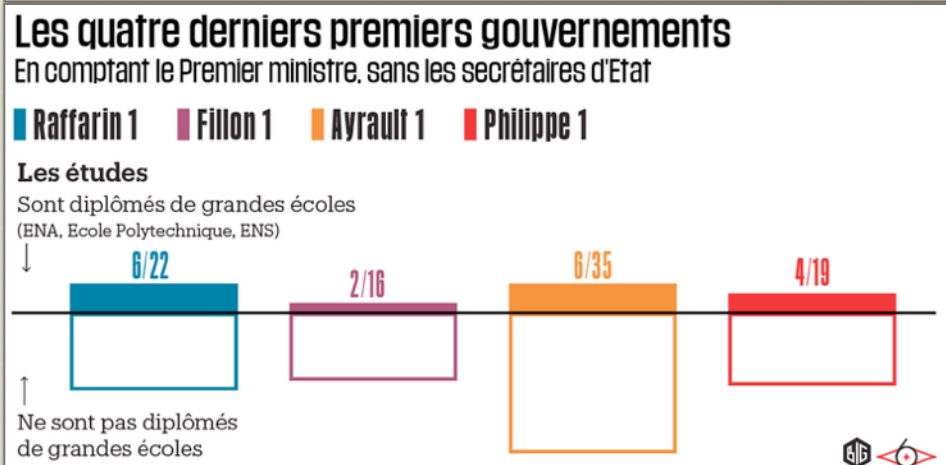
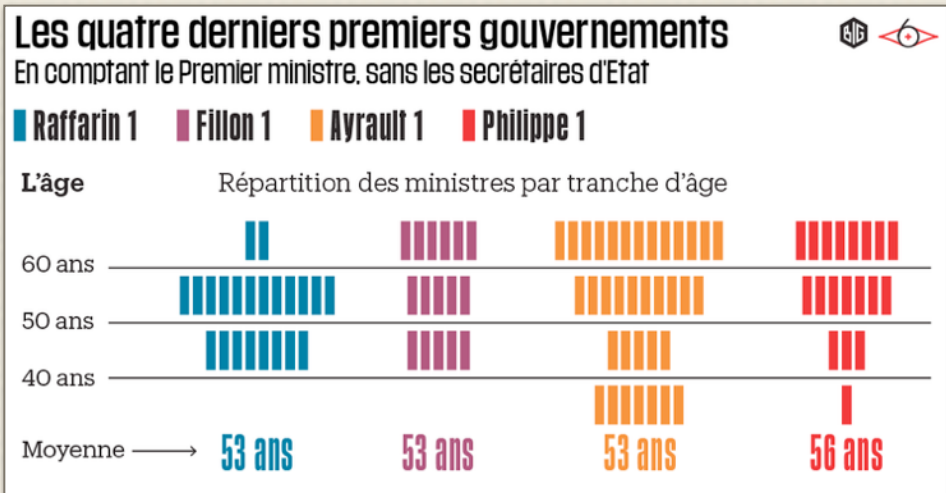


Photo Albert Facelly
Nathalie Raulin



Œil pour œil, dent pour dent. Benoît Hamon soutient le candidat PCF Michel Nouaille, l'adversaire de Manuel Valls pour les législatives dans la première circonscription de l'Essonne, a appris franceinfo, mardi 23 mai, auprès de l'entourage de l'ancien candidat socialiste à la présidentielle.

Entre les deux hommes, le contentieux est lourd : pendant la campagne présidentielle, Manuel Valls avait annoncé qu'il apportait son soutien à Emmanuel Macron et non à Benoît Hamon, comme il s'était engagé à le faire pendant la primaire de la gauche.

Ce n'est pas la seule circonscription où Benoît Hamon tourne le dos à ses anciens partenaires du PS ou de la primaire de la gauche. Il soutient aussi Philippe Rio (PCF) face à Malek Boutih dans l'Essonne, Aymeric Seassau (PCF) face à François de Rugy en Loire-Atlantique, ainsi que la militante féministe Caroline de Haas contre l'ancienne ministre du Travail, Myriam El Khomri, à Paris.

MAIS AUSSI

1) Législatives : à Paris, la loi Travail au cœur d'une féroce lutte des gauches entre Myriam El Khomri et Caroline de Haas

Dans la 18e circonscription de la capitale, l'ancienne ministre du Travail est opposée à celle qui avait lancé une pétition contre sa réforme, signée par plus d'un million de personnes : un duel symbolique des divisions de la gauche.



Myriam El Khomri et Caroline de Haas, candidates aux élections législatives dans la 18e circonscription de Paris. (MAXPPP / AFP)



Sophie BrunnFrance Télévisions

Elle est assise à la terrasse d'un café du 18e arrondissement de Paris. En cette fin de matinée ensoleillée, Myriam El Khomri échange avec des représentants d'associations de quartier. Une dame vient poliment solliciter l'ancienne ministre du Travail, aujourd'hui en campagne pour les élections législatives. Elle sort de l'atelier de maintenance de la RATP, situé de l'autre côté de la rue, et lui tend un tract de la CGT, comme pour demander un autographe. Elle lui présente côté verso, immaculé. "Vous voulez que je vous mette un petit mot ? C'est quoi votre prénom ?" demande Myriam El Khomri. "Valérie", répond l'intéressée.

Interloqués, on demande à Valérie si elle milite bien au syndicat qui a fermement contesté la loi Travail. Elle s'explique : "Oui, je suis de la CGT... C'est un petit clin d'œil ! On a beaucoup lutté contre la loi El Khomri. Mais ce n'est pas facile pour les gouvernements de réformer. Et puis dans les textes, il y a toujours des choses positives et négatives..." Myriam El Khomri sourit. Pas besoin d'en rajouter. Si même la CGT lui demande un autographe, c'est que sa campagne est bien engagée.

Une candidate qui revendique sa "proximité" avec Emmanuel Macron

C'est tout l'enjeu pour Myriam El Khomri : convaincre la gauche, largement



Benoît Hamon sur le plateau de France 2, le 18 mai 2017. (GEOFFROY VAN DER HASSELT / AFP)



majoritaire dans la 18e circonscription de la capitale, de voter pour elle, un an seulement après l'avoir largement divisée avec la loi qui porte aujourd'hui son nom. Pour cela, l'ancienne ministre a choisi d'assumer – "Je ne suis pas fébrile dans mes valeurs de gauche", dit-elle – et de mettre en avant son ancrage.

Je me suis toujours battue pour les habitants des quartiers populaires et pour ceux qui avaient moins. Ici, j'ai travaillé pour les femmes, pour les mineurs afghans, pour les enfants exclus du collège, j'ai participé au lancement de la salle de consommation de drogue...

Myriam El Khomri
à franceinfo

Investie par le Parti socialiste, Myriam El Khomri a reçu une petite faveur de la part d'Emmanuel Macron : face à elle, La République en marche a choisi de n'investir aucun candidat. "On a été collègues au gouvernement. On a porté tous les deux la loi Travail en Conseil des ministres. Et j'ai toujours considéré son engagement comme sincère", justifie Myriam El Khomri, en revendiquant une certaine "proximité" avec le nouveau président.

Alors sur son affiche de campagne, l'ancienne ministre joue la double carte. Un petit logo du PS est apposé non loin de ce slogan : "Avec Emmanuel Macron, pour une majorité de progrès."



Myriam El Khomri @MyriamElKhomri
Avec @EmmanuelMacron, pour une majorité de progrès
1/2 #Electionslegislatives2017 #circo18 #paris18 #paris9
#ps18

Au café, une directrice d'école salue Myriam El Khomri. "J'ai beaucoup pensé à toi l'an dernier... En même temps, je ne partage pas tout... Mais humainement, c'était dur !" lui dit-elle, compatissante. "Je me suis tannée le cuir", répond l'ancienne ministre en souriant. Pourtant, si elle loue le travail de Myriam El Khomri comme élue du 18e arrondissement avant son entrée au gouvernement, cette sympathisante de gauche votera bien pour la France insoumise le 11 juin. "Je vote pour un programme, pas pour une personne", dit-elle.

Un peu plus tard, un homme d'une cinquantaine d'années, habillé tout en noir, s'arrête juste devant elle. Derrière un air poli au premier abord, le ton est en réalité très agressif. "Je vous remercie pour ce que vous n'avez pas fait pour nous l'an dernier. On a pris plein de gaz, et je suis très content que vous ne soyez plus au gouvernement. Au revoir madame !", lance-t-il en tournant les talons. "Au revoir monsieur !" Apparemment peu affectée, l'ancienne ministre reprend sa conversation.

Une adversaire qui veut éviter une "loi Travail n°2"

Ce rejet de Myriam El Khomri, Caroline de Haas compte bien s'en servir. C'est même la principale raison de sa candidature, elle en convient. L'an dernier, c'est elle qui a lancé sur internet une pétition contre la loi Travail : à l'époque, l'initiative a recueilli plus de 1,3 million de signatures. Un record. Cette année, c'est sur le terrain électoral qu'elle a décidé de se confronter à l'ex-ministre du Travail, à la demande, dit-elle, de militants écolos et de gauche. Et peu importe si elle n'habite pas le 18e arrondissement : la meilleure circonscription possible, pour elle, est bien celle où se présente Myriam El Khomri.



Caroline de Haas, candidate aux élections législatives à Paris, le 12 mai 2017. (PATRICK KOVARIK / AFP)

Peu importe aussi la forte pluie qui s'abat sur la capitale ce soir : Caroline de

Haas va faire du porte-à-porte non loin du périphérique. La zone a été sélectionnée en étudiant la carte des bureaux de vote : ici, le total des voix de gauche et écologistes – hors Macron – dépasse les 40%. A l'interphone, c'est un peu la loterie. Quand enfin une voix répond, une militante lance : "Bonsoir, c'est pour les élections, on vient vous présenter la future députée !" La porte s'ouvre. Ses tracts à l'allure de Code du travail sous le bras, Caroline de Haas s'engouffre dans l'immeuble. Son discours est bien rôdé. "Bonjour, je m'appelle Caroline, je me présente pour être votre députée. J'ai 36 ans, je suis chef d'entreprise et je suis une citoyenne soutenue par la gauche et les écologistes."

Elle embraye directement sur son sujet favori : "Je ne sais pas ce que vous avez pensé de la loi Travail l'an dernier ?" Face à elle, la dame hausse les sourcils, l'air ennuyé. "Moi je veux proposer autre chose : je pense qu'il faut baisser le temps de travail." Le visage de la dame s'illumine. "Il faut augmenter les salaires et former les managers et les chefs d'entreprise au bien-être au travail", poursuit Caroline de Haas. Difficile de ne pas être d'accord.

Aujourd'hui, je me présente pour essayer de faire en sorte que le nouveau président ne fasse pas de loi Travail numéro 2.

Caroline de Haas
à franceinfo

C'est la première fois que Caroline de Haas se présente à une élection en son nom. Mais cela fait des années qu'elle baigne dans la politique. D'abord activiste au syndicat étudiant Unef, elle a fondé l'association Osez le féminisme !, a géré les relations presse de Benoît Hamon au PS, avant de s'éloigner du Parti socialiste et de diriger en 2016 la campagne – ratée – de Cécile Duflot à la primaire écologiste.

Déçue par la politique de François Hollande

Dans ces immeubles de logements sociaux du 18e arrondissement de Paris, c'est visiblement la première fois qu'un candidat vient faire du porte-à-porte. Une femme se montre intéressée. Aussitôt, Caroline de Haas remet la loi Travail au centre la discussion. "Nous, on veut rassembler toutes les personnes qui se sont mobilisées contre la loi Travail : tous les gens de gauche et les écolos de l'arrondissement, le NPA et aussi des 'insoumis', martèle Caroline de Haas. La France insoumise aura un candidat car ils n'ont pas voulu rassembler. Mais il y a des 'insoumis' qui me soutiennent." "Et chez Macron ?", demande cette habitante. "Il y a deux candidats proches d'Emmanuel Macron : Pierre-Yves Bournazel, qui est chez Les Républicains, et Myriam El Khomri", tacle la candidate.

Et puis comme partout, il y a ceux qui n'en peuvent plus de la politique. Une dame un peu âgée ouvre sa porte. Deux petits chiens s'échappent sur le palier. La candidate a à peine commencé son argumentaire que la retraitée, le visage très fermé, la coupe.

"Je n'y crois pas à tout ça. A chaque président, il n'y a rien qui change. Je n'ai pas voté cette année entre Macron et Le Pen.

– Je suis d'accord avec vous : c'est décourageant de voir ça. Mais moi si je suis élue, on va tirer au sort des citoyens pour contrôler...

– Ça ne m'intéresse pas, merci."

Et la porte se referme.

C'est horrible ! Franchement, François Hollande, c'est criminel, il a tué l'espoir de ce pays.

Caroline de Haas
à franceinfo

Caroline de Haas avait pourtant cru au changement promis par l'ancien président. Elle a même travaillé au cabinet de la ministre des Droits des femmes, Najat Vallaud-Belkacem, au début du quinquennat. Mais elle y est restée moins d'un an. "J'ai vu qu'on avait la possibilité de changer la vie des gens et qu'on ne le faisait pas. La technostructure passait son temps à dire : c'est compliqué..."

Myriam El Khomri "assume"

La loi Travail, Myriam El Khomri ne cherche pas à la dissimuler, bien au contraire. Au forum emploi organisé à la mairie du 18e arrondissement, elle en fait le service après vente. Dans le vaste hall du bâtiment, au milieu des stands d'associations, Myriam El Khomri est tout à fait dans son élément. Elue au conseil d'arrondissement depuis 2008, elle n'a jamais cessé de venir,

même quand elle était ministre. Elle tutoie presque tout le monde. Et pour chaque personne rencontrée, elle tente de trouver une solution, ou de mettre en avant un dispositif de son ancien ministère.

Sur le stand de la mission locale de Paris, elle demande : "Ça vous intéresse, la garantie jeune?" A une dame en recherche d'emploi : "Vous avez ouvert votre CPA ou votre CPF ? Faites-le, c'est très simple, avec votre numéro de Sécu sur internet, ça peut vous aider avec votre profil." Et à une association spécialisée dans l'insertion des handicapés : "L'emploi accompagné, vous en pensez quoi ? Ça y est, j'ai tout signé avant de partir, on a lancé les appels d'offres !"

Compte personnel d'activité, garantie jeune, emploi accompagné : autant de mesures mises en place par la loi Travail, dont elle doit démontrer qu'elles sont synonymes de progrès. Craint-elle de payer pour les "renoncements du quinquennat", comme le disent ses détracteurs ? "On ne va pas dans une élection comme au confessionnal, en attendant le salut, tranche l'ex-ministre. Moi, j'assume. Il y a des logiques de pétition... Et puis il y a des logiques d'action."

francetvinfo.fr

2) Législatives : El Khomri joue « atout Macron »

Dans le 18^e arrondissement de Paris, l'ex-ministre estampillée PS parie sur sa proximité avec le chef de l'État.

LE MONDE Par Béatrice Jérôme



Myriam El Khomri, en campagne place Dullin, dans le 18^e arrondissement de Paris, le 21 mai.
OLIVIER LABAN-MATTEI/MYOP POUR "LE MONDE"

« C'est Bertrand ! » A la terrasse d'un café, sur les flancs de la butte Montmartre, dimanche 21 mai, Myriam El Khomri, candidate PS, découvre un message de Bertrand Delanoë sur l'écran de son portable. Elle le rappellera plus tard : « Je ne vais pas parler avec Bertrand devant une journaliste », sourit-elle. Dans la campagne qu'elle mène pour être élue députée de la 18^e circonscription de Paris, M. Delanoë est son homme providentiel. L'ancien maire socialiste de la capitale a convaincu Emmanuel Macron de renoncer à investir un candidat de La République en marche (LRM) face à l'ancienne ministre du travail de Manuel Valls.

Dans cette circonscription de gauche qui recouvre une partie du 18^e et du 9^e arrondissement, M. Macron a obtenu 37,1 % au premier tour de la présidentielle et 91,4 % au second. « Je me suis suffisamment vu reprocher ma convergence avec Macron pendant deux ans », confie Mme El Khomri, pour espérer tirer parti de « ma proximité avec lui » à cette élection.

Si avoir été « collègue de gouvernement de M. Macron » est à ses yeux un atout, elle n'en a pas moins travaillé son argumentaire de campagne pour convaincre les électeurs macronistes de gauche de voter pour elle. « Si je suis élue, je serai dans une attitude constructive vis-à-vis de M. Macron mais fidèle à mon identité socialiste, dit-elle. J'aurai des points de vigilance sur la mise en œuvre de son programme. M. Macron, poursuit

Mme El Khomri, veut marcher sur deux jambes. Moi, je proposerai, comme députée, de muscler la jambe gauche. »

Macronistes de gauche et de droite

Bien qu'elle estime avoir un accès privilégié aux voix macronistes, la route pour les rallier n'est pas totalement dégagée. En n'investissant personne sous l'étiquette LRM, M. Macron a ouvert un espace à un autre candidat macron-compatible. Elu conseiller de Paris (Les Républicains) dans le 18^e arrondissement depuis 2008, Pierre-Yves Bournazel mène campagne tambour battant pour tenter de reprendre au PS la circonscription qui fut celle d'Alain Juppé jusqu'en 1997.

Pour arriver à ses fins, le jeune juppéiste, porte-parole du maire (LR) de Bordeaux lors de la primaire de la droite, espère séduire les électeurs de gauche qui ont voté pour M. Macron à la présidentielle : « Mme El Khomri incarne le passé. Elle est la ministre responsable de l'échec de Hollande sur l'emploi. Au moment où les Français ont la possibilité de se débarrasser du vieux clivage gauche-droite qui ne marche plus, ma force est d'être un homme neuf », proclame-t-il. Quant aux macronistes de droite, il souligne à leur intention sa proximité avec Edouard Philippe, juppéiste comme lui. « Je suis à l'aise avec le projet Macron car il ressemble en tout point à celui d'Alain Juppé, y compris s'agissant du recours aux ordonnances », explique-t-il en confiant que la photo du premier ministre figurera sur ses tracts de campagne.

Mme El Khomri doit également faire face à une double offensive sur sa gauche. Lundi 22 mai, sous les fenêtres de la mairie du 18^e, Jean-Luc Mélenchon est venu soutenir le candidat qui se présente sous les couleurs de son mouvement, La France insoumise. Paul Vannier, professeur d'histoire et géographie dans un lycée de Seine-et-Marne, cible en priorité celle qu'il appelle « la ministre du 49.3 et du chômage ». « La question du code du travail étant au cœur de la campagne des législatives », a expliqué M. Mélenchon, il était logique « de venir dans ce lieu symbolique pour appeler à battre cette Mme El Khomri ».

Mobilisation contre la loi travail

Dans une circonscription où M. Mélenchon a obtenu 24,1 % des voix le 23 avril, M. Vannier table sur l'élan créé par le score du candidat à présidentielle. « J'agrège des électeurs autour d'un programme mais aussi des militants, y compris au sein du PC du 18^e dont les principaux responsables me soutiennent », se félicite ce secrétaire national du Parti de gauche qui étrenne sa première campagne électorale.

Mais pour espérer se qualifier au second tour, le candidat de La France insoumise doit nettement distancer l'autre candidate positionnée sur le créneau de la gauche radicale : Caroline De Haas, qui se présente sous l'étiquette 18^e citoyenne, avec le soutien d'EELV mais aussi du PCF et du NPA.

Ancienne socialiste, ex-conseillère de Najat Vallaud-Belkacem, au ministère des droits des femmes, cette féministe est devenue l'icône médiatique des opposants à la loi El Khomri depuis le succès de sa pétition contre la loi travail, début 2016. Avec une énergie débordante, Mme De Haas multiplie les opérations sur le terrain, épaulée par une centaine de militants sur des sujets aussi divers que la mobilisation contre la loi travail, la lutte contre les pesticides ou le harcèlement des femmes dans certaines artères de l'arrondissement. Elle espère ainsi toucher un électorat le plus large possible, à commencer par des socialistes anti-loi El Khomri. Caroline De Haas « n'est qu'une parmi les 25 candidats qui veulent m'abattre », relativise Mme El Khomri, qui lui prédit un score modeste. En revanche, elle n'écartera pas une percée du candidat mélenchoniste.

Ancrage local

Même si la bataille est loin d'être gagnée, Mme El Khomri se rassure en rappelant qu'elle est la seule à disposer d'un très ancien ancrage local. « J'ai seize ans de service dans le 18^e », calcule-t-elle. Entrée au cabinet de l'ex-maire PS du 18^e, Daniel Vaillant, en 2001, Mme El Khomri a été élue pour la première fois conseillère de Paris en 2008 avant de devenir adjointe de Bertrand Delanoë, puis d'Anne Hidalgo, jusqu'à son entrée au gouvernement, en 2014. « Depuis toutes ces années, j'ai tissé des liens avec les associations, avec les commerçants. C'est normal que j'aie vu tous les gens que j'ai aidés. C'est sur eux aussi que je m'appuie », dit-elle, en assumant « une campagne de réseaux ».

Mardi 23 mai, Mme El Khomri a donné rendez-vous à ses soutiens dans un restaurant du 18^e. Parmi eux, des habitants, mais aussi Emmanuelle Cosse, ex-ministre (EELV) du logement, le réalisateur Romain Goupil, le chef Thierry Marx... « J'ai invité Anne Hidalgo. On verra si elle vient », sourit-elle. Depuis qu'elle est devenue ministre, la maire de Paris est en froid avec

elle. Mais elle s'est engagée à soutenir tous les candidats PS dans la capitale.

lemonde.fr

VII) Voyage, achat d'une télé... un député proche de Macron abusait de son indemnité

Par Mathilde Mathieu

Mediapart révèle que le député Alain Tourret, soutien d'Emmanuel Macron, a utilisé son indemnité IRFM, censée couvrir des frais de mandat, à des fins beaucoup plus personnelles. À la suite de nos questions, l'élu nous a fait savoir qu'il remboursait d'ores et déjà plus de 16 000 euros.

Comme des millions de Français, il arrive au député Alain Tourret de passer chez Darty. Le 1er avril 2013, il a même laissé 4 974 euros à la caisse. Mais à l'inverse de millions de Français, Alain Tourret n'a pas déboursé, ce jour-là, un centime de sa poche. Car cet élu du Calvados a tout réglé avec son IRFM, cette fameuse indemnité de 5 300 euros net par mois que les parlementaires touchent en plus de leur « salaire » pour couvrir des frais exclusivement liés à leur mandat.

D'après nos informations, cet élu proche d'Emmanuel Macron, investi par La République en marche (REM) aux législatives de juin prochain, a abusé de cette enveloppe de fonds publics à plusieurs reprises ces dernières années, non seulement pour acheter sa télévision mais aussi des tickets de cinéma, des parties de golf, ou encore lors de vacances au Club Med au Sénégal.



Alain Tourret, député issu du Parti radical de gauche et candidat pour La République en marche dans le Calvados

À la suite de nos découvertes et de nos questions, le député du Calvados s'est retourné en catastrophe, le 15 ou 16 mai dernier, vers le déontologue de l'Assemblée nationale pour prendre conseil et lui soumettre certaines dépenses litigieuses. Admettant plusieurs « erreurs d'imputation », Alain Tourret nous a fait savoir le 19 mai qu'il venait de rembourser plus de 16 000 euros, sans doute pour essayer d'éteindre l'incendie. Entamée sous contrainte journalistique, cette démarche tardive pourrait toutefois ne pas suffire. Alors que Mediapart a pu éplucher seulement onze mois de dépenses sur cinq années de législature (2012-2017), un examen élargi de son compte IRFM par les autorités semble désormais indispensable.

Ces informations, nous ne les avons pas volées mais tirées des Macron Leaks. Ancien radical de gauche (PRG), rallié à Emmanuel Macron dès 2016, Alain Tourret fait en effet partie des cinq victimes de ce « hacking » qui ont vu leurs boîtes mails déversées en vrac sur Internet à deux jours du second tour – l'élu a, depuis, déposé plainte. C'est là que Mediapart a déniché onze mois de relevés bancaires relatifs à son compte IRFM, répartis sur les années 2013, 2014 et 2016.

Censées rester confidentielles, ces pièces viennent démontrer, une fois de plus, l'urgence d'instaurer un contrôle sur cette indemnité représentant 66 millions d'euros de fonds publics par an, et régulièrement détournée à des fins privées – rappelons que les députés se contentent d'attester « sur l'honneur » qu'ils respectent les règles d'utilisation et que l'Assemblée fait confiance à ses troupes pour reverser, en toute spontanéité, le « surplus » d'IRFM non consommé en fin de législature.

Les « faux pas » d'Alain Tourret sont d'autant plus fâcheux que cet avocat de métier, qui a continué d'exercer jusqu'en 2013 au moins (avec 13 000 euros d'honoraires), a conseillé Emmanuel Macron sur la moralisation de la vie publique. Dans une note secrète de mars 2017 destinée au candidat, il a lui-même recommandé que les parlementaires soient contraints, à l'avenir, de fournir une « présentation annuelle » de leur compte IRFM à la Haute autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP), déjà chargée de contrôler le patrimoine des élus.

En l'occurrence, que trouve-t-on dans ses archives ? Laissons de côté les retraits d'espèces (jusqu'à 2 600 euros tout de même en mai 2013), les frais d'autoroute, notes de bar et charcuteries, les repas parfois réglés dans des restaurants gastronomiques, les emplettes au magasin Printemps, etc. : l'exercice du mandat parlementaire exige de s'habiller, se déplacer, inviter. Sur le relevé de juin 2014, on s'arrête tout de même sur 400 euros de dépenses chez Hermès, boutique de luxe parisienne...

« Des cravates ! », tranche Alain Tourret. Questionné sur ce sujet, le déontologue de l'Assemblée semble avoir confirmé la régularité de ces achats dans sa réponse au député (qu'Alain Tourret a refusé de nous transmettre). Quant aux vins commandés sur Internet, « c'était pour recevoir dans le cadre de mon activité parlementaire ! », balaye ce dernier.

Mais le financement de la télé, lui, s'avère indéfendable, de même que l'achat d'un fauteuil personnel. On bute également sur des places de cinéma à « l'UGC Mondeville », près de chez lui, à 19,20 euros la soirée. « Il s'agit de personnes que j'ai invitées comme parlementaire », se défend Alain Tourret. Des tête-à-tête ? « Je ne vais pas vous dire le film, je ne m'en rappelle pas ! », s'agace-t-il.

Des parties de golf sautent par ailleurs aux yeux : « 69 euros » par-ci, « 81 euros » par-là. « J'ai des golfs dans ma circonscription, je me bagarre pour eux, j'ai réussi à les sauver, réplique l'élu du Calvados, qui joue en été comme en hiver. À partir de là, qu'il y ait des liens qui se fassent entre le parlementaire et les responsables du golf... »

Interrogé sur la prise en charge de ces activités, le déontologue de l'Assemblée n'en conteste pas le principe. Mais notons que le green préféré du député, le « Golf Omaha Beach », se trouve en fait dans la circonscription de sa voisine, l'écologiste Isabelle Attard. Surtout, son IRFM a servi plusieurs fois au « Golf des Abers » près de Brest, au « Golf de Buc » dans les Yvelines, ou bien en Provence pendant les vacances parlementaires. « Pour la Provence, c'est une erreur d'imputation », admet l'élu.

Sur les relevés consultés par Mediapart, il y a enfin des frais engagés à l'étranger. Juste après le réveillon de janvier 2013, quelque 300 euros ont été réglés au profit du Club Med du Sénégal et de l'hôtel « La Paillotte » en Casamance, situé « entre plages, forêts et mangroves ». Sans compter 140 euros de dépenses à l'aéroport d'Orly.

« Je suis vice-président du groupe d'amitié France-Sénégal à l'Assemblée, avance Alain Tourret (également dans les instances des groupes Algérie, Canada, Italie, Japon, Madagascar, Maroc et Pologne). Je devais rencontrer des personnes, j'ai eu des tas d'entretiens. » Avec qui ? « Des responsables locaux de la communauté sénégalaise... » A La Paillotte, c'était plutôt « des responsables politiques belges ».

En réalité, le député n'était pas du tout en mission pour l'Assemblée mais en vacances avec son épouse. « J'ai concilié les deux, je ne vais pas vous dire le contraire, concède Alain Tourret, certifiant avoir payé les billets d'avion lui-même. Avec le recul, « je comprends que mes explications puissent interpeller », concède-t-il. « Il est certain qu'on peut estimer que c'était plus prudent [de payer avec des fonds personnels], plus opportun si vous voulez. »

M ALAIN TOURRET

Indicatif : 7605

Compte : 145 Z

LIBELLE	VALEUR	DEBIT	CREDIT
CARTE N° 39 7527 M ALAIN TOURRET			
SOUS TOTAL :	1 425,63		
LA PAILLOTTE LE 02/01		68,89	
CAP SKIRRING44000,00 XOF			
COM CHANGE 1,81E TX 655,93			
CLUB MED CAP LE 05/01		259,74	
CAP SKIRRING165900,00 XOF			
COM CHANGE 6,83E TX 655,96			
ADP ORLY P4 LE 07/01		140,00	
MARTIMOULT MC D LE 07/01		33,50	
CHARC JOUANNE LE 08/01		12,52	
INTERMARCHE STATIO LE 09/01		79,13	
VINCIPARK0751405 LE 09/01		10,10	
SG2P VIRONVAY LE 09/01		11,54	
AGRAN LE 09/01		20,90	
GOLF OMAHA BEAC LE 13/01		69,00	

En 2016, apparaît enfin un séjour en Israël, qui a coûté plus de 600 euros à l'Assemblée nationale. Pour ce voyage, Alain Tourret avait enfilé sa casquette de président de l'Institut international des droits de l'homme et de la paix, une association qu'il a lui-même fondée. « J'organise là-bas des concours de plaidoiries », justifie le député, engagé en faveur de la création d'un Etat palestinien.

Mais pourquoi diable l'Institut n'a-t-il pas pris en charge lui-même ce déplacement sans rapport avec l'Assemblée ? « Il n'est pas d'usage que l'institut paye ça », bouillonne Alain Tourret, qui plaide : « Ça a bien à voir [avec l'Assemblée] puisque c'est toute sa politique étrangère qu'on met en cause. » Le déontologue, Ferdinand Mélin-Soucramanien, n'est pas du même avis, semble-t-il.

Faute d'avoir accès aux courriers échangés la semaine dernière entre les deux hommes, Mediapart ne peut lister avec précision les dépenses qu'Alain Tourret a jugé urgent de rembourser. D'après son entourage, il aurait en tout cas transvasé plus de 16 000 euros de son compte personnel vers son compte IRFM, après avoir commandé « un audit » de ses comptes à son expert-comptable. Mais les autorités auraient évidemment intérêt à recenser par elles-mêmes les dépenses abusives du député, d'autant qu'il n'a fourni aucune pièce au déontologue (ni relevé bancaire, ni factures).

Que la justice mette son nez ou pas dans cette affaire, le patron du Palais-Bourbon, Claude Bartolone, pourrait a minima saisir le déontologue de manière officielle cette fois, « après avis du bureau [de l'Assemblée] », pour obtenir des « éclaircissements » et un rapport. Cette procédure de vérification (encore bien timorée) a en effet été introduite en février 2015, en même temps que l'Assemblée se décidait à fixer des règles d'usage de l'IRFM et listait enfin les dépenses autorisées -une première !

A l'époque, elle refusait en même temps d'introduire un contrôle systématique ou un système de remboursement sur notes de frais à l'anglaise. Ainsi en France, les 5 300 euros d'IRFM sont encore et toujours « réputés utilisés conformément à leur objet et ne peuvent donner lieu à aucune vérification de la part de l'administration [fiscale] » !

Les scandales n'ont pourtant pas manqué. Dès 2012, Mediapart a révélé que Pascal Terrasse, député sortant de l'Ardèche, avait utilisé son indemnité pour se payer des vacances en Égypte, une escapade en Espagne, des billets de train pour sa femme, des accessoires pour piscine... Au lieu de faire pénitence, ce socialiste avait déposé plainte pour « vol de documents bancaires » afin de traquer nos sources, tandis que l'Assemblée regardait ailleurs.

Par la suite, nous avons dévoilé que Jérôme Cahuzac dépensait son enveloppe chez un fabricant de hammams, que sa collègue Marie-Hélène Thoraval (LR) la siphonnait pour une croisière en Méditerranée, Bruno Retailleau (LR) pour un chèque au candidat Sarkozy, ou encore Yves Jégo (UDI) pour son micro-parti...

La Haute autorité pour la transparence (HATVP) ne dit d'ailleurs pas autre chose. Chargée de comparer la richesse des parlementaires en début et fin de législature, l'institution présidée par Jean-Louis Nadal vient de constater que « l'IRFM avait contribué à un accroissement sensible du patrimoine de certains ». Dans son dernier rapport d'activité, elle dénonce une situation « problématique » à coups d'exemples anonymisés : « [L'IRFM] a parfois pu financer des biens immobiliers privés, être investie dans des instruments financiers (placement de la totalité de l'IRFM sur des SICAV), servir à régler des dépenses sans lien avec le mandat (...) ou a simplement été directement

versée sur des comptes personnels. »

Le sujet devrait enfin atterrir sur le bureau du conseil des ministres grâce au projet de loi de « moralisation de la vie publique » promis par Emmanuel Macron, et annoncé pour les prochaines semaines. La « solution » envisagée par l'exécutif consiste à fiscaliser l'IRFM, ce qui autoriserait un inspecteur des impôts à réclamer des factures à un député. Mais pour beaucoup d'observateurs, c'est insuffisant. Certains réclament un contrôle plus systématique par une autorité indépendante et/ou une publicité des dépenses engagées, comme en Grande-Bretagne où les citoyens peuvent tout consulter. Outre-Manche, le fait de fournir une fausse note de frais est même devenu une infraction à part entière, punie d'un an de prison. La justice a ainsi envoyé l'ancien député Denis McShane derrière les barreaux pour... 15.000 euros de frais fantômes.

mediapart.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

A Suivre...
La Presse en Revue